L’esprit scientifique et le péril scientiste

Laurent MUCCHIELLI, Directeur de recherche au CNRS

A propos de : Emmanuel Carré, *Avoir question à tout. Anthropologie communicationnelle d’une crise sanitaire*, Paris, L’Harmattan, 2026, 172 p.

Ce livre d’Emmanuel Carré est à mettre entre toutes les mains, à commencer par celles des chercheurs en sciences humaines et sociales qui se remémoreront ce que la crise du Covid leur a fait souvent oublier ou refouler, et par celles de tous les étudiants qui découvriront des traditions de recherches éclairant grandement la compréhension du monde contemporain. Outre son importance sur le fond, ce petit livre est de surcroît particulièrement convainquant dans son déroulement et tout à fait lisible. Très pertinent est son choix de partir d’exemples concrets pour montrer les processus généraux à l’œuvre et rappeler à partir de là les auteurs et les outils intellectuels classiques des sciences humaines et sociales, plutôt que l’inverse (partir du général et l’illustrer par des exemples). Je vais en dire quelques mots, assortis de témoignages tirés de mon expérience personnelle parce qu’ils illustrent très concrètement ces mécanismes généraux, s’agissant d’une crise dans laquelle je me suis beaucoup impliqué, ce qui m’a valu une hostilité et une ostracisation assez inouïes dont je pâtis encore aujourd’hui, comme beaucoup d’autres chercheurs en Occident (et moins que d’autres qui y ont même perdu leur emploi).

Au nom de la Science, des fraudes massives et répétées

L’affaire dite du *Lancet Gate* est une excellente mise en bouche (chapitre 1). Je me souviens de ce jeune collègue, pourtant sociologue des sciences, me disant qu’il tenait cette publication du 22 mai 2020 pour « vraie » parce que publiée dans cette prestigieuse revue, et arrêtant la discussion après la reconnaissance publique du scandale (et bientôt la rétractation de l’article), comme s’il s’agissait d’une dissonance cognitive. La fraude (consistant ici à falsifier des données médicales et même à en inventer qui n’existent pas) permet de comprendre deux choses essentielles. D’abord elle illustre jusqu’à la caricature la corruption « systémique » ou « institutionnelle » qui sévit dans la production et l’édition en sciences biomédicales, et que beaucoup ignorent ou sous-estiment lors même qu’il existe

une importante bibliographie scientifique sur le sujet, principalement anglo-saxonne [1]. Ensuite, l'analyse de ce scandale révèle l'énorme enjeu financier sous-jacent : il fallait démontrer à tout prix que l'hydroxychloroquine était dangereuse (une prétendue toxicité cardiaque), pour écarter un médicament générique quasi gratuit risquant de rendre inutile le grand et lucratif projet vaccinal cher à Bill Gates et à ses partenaires privilégiés, les industries pharmaceutiques. Les médias, à l'image du quotidien dit « de référence » *Le Monde*, ont pleinement participé à ce processus de politisation et de diabolisation d'un médicament, utilisant au passage les mêmes arguments de pharmacovigilance (parce que cela servait le narratif politique début 2020) qui seront déniés par la suite par les mêmes journalistes lorsqu'il s'agira d'observer les effets indésirables des vaccins anti-Covid (parce que cela desservait désormais ce narratif, à partir de mi-2021) [2]. En France, le ministre de la Santé (Olivier Véran) profitera de la publication du *Lancet* pour annoncer *dès le lendemain*, sur son compte Twitter (façon de faire dont il était de bon ton de se moquer à l'époque, mais seulement lorsque cela concernait Donald Trump), qu'il ferait réviser les consignes du Haut Conseil de Santé Publique pour interdire la prescription hospitalière de cet antiviral portant bien connu des médecins généralistes et bien toléré par les patients à condition (évidemment) que l'on respecte le dosage indiqué [3].

Le *Lancet Gate* est loin d'être une affaire isolée. Une autre façon de frauder sera celle des « experts scientifiques » français, de l'OMS et de l'Union européenne (et toutes les publications qui en sont issues) dans les essais randomisés (baptisés Hycovid, Covidoc, Discovery et Solidarity) sensés trancher *in fine* le débat sur l'efficacité de l'hydroxychloroquine. En effet, ces essais n'ont délibérément pas respecté le protocole prétendument testé, soit en surdosant cet antiviral, soit en « oubliant » qu'à l'IHU il était administré en compagnie d'un antibiotique à large spectre (l'azithromycine) tout aussi important, soit enfin en le testant auprès de malades déjà hospitalisés dans un état grave lors même qu'il s'agit d'un traitement précoce visant précisément à prévenir l'hospitalisation et n'ayant jamais prétendu être efficace à un stade trop avancé de la maladie [4]. En 2024 encore, le même genre de fraude scientifique se répètera avec l'article d'une équipe

---

[1] Voir notamment le numéro spécial « Institutional Corruption and the Pharmaceutical Policy » coordonné par Marc Rodwin dans le *Journal of Law, Medicine & Ethics*, 2013, 41 (3). Je signale également la traduction du livre de Sergio Sismondo : *Le management fantôme de la médecine. Les mains invisibles de Big Pharma*, Paris, ENS éditions, 2023. Voir aussi les références données dans L. Mucchielli, « Préface. Le courage de la vérité », *in* J.-P. Bourdineaud, *La science outragée*, Ferrières, Résurgence, 2023, p. 11-21, et dans L. Mucchielli, « La délinquance des industriels du médicament et ses conséquences sur la santé publique », *Les Cahiers du CEDIMES*, 2025, 20 (1), p. 91-110.

[2] L. Mucchielli, « La dangerosité de l'hydroxychloroquine : une fable politico-médiatique », *in* L. Mucchielli (dir.), *La doxa du Covid*, tome 2, Bastia, Eoliennes, 2022, p. 89-98 ; L. Mucchielli, « Effets indésirables des vaccins anti-Covid : la construction d'un tabou politico-médiatique », *Dogma. Revue de philosophie et de sciences humaines*, 2025, 31, p. 70-97.

[3] Comme le savent tous les médecins (en tous cas ceux qui exercent réellement auprès des malades), en médecine tout est affaire de dosage et la plupart des molécules deviennent toxiques pour l'organisme humain lorsqu'elles sont surdosées, à commencer par le paracétamol (dont la marque la plus connue est le Doliprane), analgésique qui est le médicament le plus prescrit en France.

[4] J.-C. Ghaled et *al*., « Traitement du Covid-19 et protocole Raoult : bilan provisoire des recherches », *in* L. Mucchielli (dir.), *La doxa du Covid*, Op.cit., tome 2, p. 69-76.

française (lyonnaise plus précisément) prétendant au terme d'une modélisation (et non de quelconques observations réelles) que l'hydroxychloroquine aurait tué 17 000 personnes en 2020 « lors de la première vague de Covid » [5]. Publié en janvier, repris par tous les médias avec l'appui d'universitaires proches du pouvoir (comme Mathieu Molimard, professeur à l'Université de Bordeaux), l'article sera rétracté en octobre (ce dont les mêmes médias et leurs « experts » se garderont bien de parler), face à l'accumulation des courriers de contestation reçus par la revue, montrant que les données utilisées n'étaient pas fiables et que les calculs proposés étaient erronés [6].
Pour comprendre tout ceci, l'analyse d'E. Carré aidera d'abord à se prémunir de la si franco-française fascination/répulsion mythifiée pour la figure principale qui a porté cette proposition thérapeutique (Didier Raoult) [7], ensuite à comprendre que les mêmes processus de politisation et de manipulation des sciences biomédicales ont concerné toutes les alternatives thérapeutiques au grand projet vaccinal à venir (l'ivermectine, la vitamine D à fortes doses, le clofoctol [8], l'Artemisia annua [9], etc.).

« Tais-toi, tu n'es pas médecin » (non, mais je sais lire)

Le chapitre 2, consacré à l'affaire des masques, est également bienvenu. Je me souviens ici de ce collègue et ami universitaire, lui aussi sociologue, de ma génération, m'interpellant en juillet 2020 sur Twitter quand j'y rappelais que le port généralisé de masques chirurgicaux en

---

[5] A. Pradelle et *al*., « Deaths induced by compassionate use of hydroxychloroquine during the first COVID-19 wave: an estimate », *Biomedicine & Pharmacotherapies*, 2024, 171, 116055.
[6] « Retraction notice to 'Deaths induced by compassionate use of hydroxychloroquine during the first COVID-19 wave: an estimate' », *Biomedicine & Pharmacotherapies*, 2024, 179, 117353.
[7] Emmanuel Carré y consacre son chapitre 8. J'ai là encore bien des exemples à donner de réactions anti-scientifiques, à l'image de ce collègue et ami, directeur de recherche au CNRS, répondant début 2020 à l'un de mes articles, abondamment sourcé, sur la politique sanitaire du gouvernement par le simple envoi d'un lien vers une petite vidéo sur YouTube, extraite d'une soirée étudiante dans laquelle certains jeunes critiquaient la personnalité autoritaire et machiste de D. Raoult. Quel argument scientifique… Ou de cet autre collègue, également directeur de recherche au CNRS, avec lequel nous discutions de façon rationnelle et calme depuis plusieurs semaines, m'annonçant un beau matin qu'il ne voulait plus en parler depuis qu'il avait lu dans la presse que Trump avait manifesté de l'intérêt pour le protocole thérapeutique de l'IHU. En clair, l'hydroxychloroquine était devenue « un médicament d'extrême droite ». Quel argument scientifique là encore… D'autres collègues prétendront donner une dimension savante à leur critique à travers une publication d'apparence académique me mettant en cause (J. Debaz et *al*., « Academic debates and the complexity of the hydroxychloroquine controversy », CIRST, Note de recherche 2020-04 [en ligne]). Toutefois, la lecture de leurs interventions parallèles sur les réseaux sociaux révèle là encore les prémisses totalement a-voire anti-scientifiques de leurs raisonnements sur le « druide marseillais » et sa « potion magique » : L. Mucchielli, « Doxa anti-raoultiste et police de la pensée », *in* L. Mucchielli (dir.), *La doxa du Covid*, tome 2, Op.cit., p. 499-510. On voit ici la construction émotionnelle et la politisation opérer. Elles ont à l'époque envahi le débat public, portées par de nombreuses rédactions de presse devenues militantes (*Le Monde*, *Le Figaro*, *Libération*, *Mediapart*, *L'Express*, etc.) et reprises telles quelles par de nombreux collègues ayant soudainement oublié quelques règles fondamentales du métier scientifique.
[8] Dont le bénéfice thérapeutique a pourtant été montré par une équipe française de l'Institut Pasteur de Lille : S. Belouzard et *al*., « Clofoctol inhibits SARS-CoV-2 replication and reduces lung pathology in mice », *PLOS Pathogens*, 2022, 18 (5), e1010498.
[9] Une revue de la littérature à ce sujet : G. Das et *al*., « The Antiviral and Antimalarial Prodrug Artemisinin from the *Artemisia* Species: A Review », *Current Issues in Molecular Biology*, 2024, 46 (11), p. 12099-12118.

population générale était inutile (voire dangereux, notamment pour le développement cognitif et psychosocial des enfants). C'est en effet ce que montre l'examen de la littérature scientifique [10]. C'est par ailleurs ce que savait (ou était censé savoir) tout médecin depuis longtemps. Et c'est enfin ce que l'OMS, les gouvernements occidentaux et leurs principales agences sanitaires disaient toutes au début de la crise, à un moment où il s'agissait de surcroît pour les responsables politico-administratifs de justifier les pénuries d'équipements médicaux [11]. Puis, patatras, une méta-analyse frauduleuse (encore !) réalisée par une équipe canadienne fut publiée en juin 2020, en partenariat avec l'OMS, et servit de caution scientifique pour un virage à 180 degrés opéré sur cette question par les mêmes autorités politiques et sanitaires, prétendant désormais que ces masques avaient acquis un pouvoir de protection contre les épidémies virales [12]. C'est à ce moment qu'arrive l'échange avec mon collègue sociologue me reprochant d'avoir dit sur Twitter que cette mesure était inefficace en santé publique. Son interpellation reposait sur un argument d'autorité (« ma femme est pharmacienne »), argument que j'ai entendu maintes fois en sens inverse (« tais-toi, tu n'es pas médecin »). Las, même sans avoir fait la bibliographie, il suffisait de lire la notice d'emploi d'un paquet de masques chirurgicaux acheté en pharmacie pour savoir que cela ne protège techniquement pas de la contagion virale car ce n'est tout simplement pas conçu dans ce but. Mais on ne lisait plus et on ne réfléchissait plus comme à l'accoutumée. Et, comme le montre E. Carré dans le cas des journalistes, on cherchait même désespérément des arguments, si possible chiffrés, pour soutenir la politique du gouvernement. Tout son chapitre 9 est du reste consacré à la manipulation des chiffres, utilisés comme arguments d'autorité et non comme support d'une démonstration de type scientifique. Mais comment comprendre dès lors que tant de scientifiques et de professionnels de santé aient adhéré à la croyance dans les vertus du port généralisé de masques chirurgicaux ? Il me semble que cinq explications sont possibles, non-exclusives les unes des autres et d'importance variable selon les personnes : la contrainte professionnelle (le masque comme équipement rendu obligatoire), la peur personnelle (le masque comme talisman), le conformisme (le masque parce que tout le monde a l'air de penser qu'il en faut un), la soumission passive à l'autorité (le masque comme gage contraint de bonne citoyenneté) et la soumission active à l'autorité (le masque comme démonstration de citoyenneté exemplaire, le masque du bon petit soldat). Et il me semble que cette catégorisation pourrait s'étendre à d'autres sujets, notamment la vaccination.

---

[10] Une synthèse récente en Français de l'état des connaissances à ce sujet : E. Loridan, « Sur l'utilité des masques », in Collectif, *Un autre regard sur le Covid-19*, Plogastel, éditions Demi-Lune, 2024, p. 285-306.

[11] En France, un rapport de la commission d'enquête du Sénat a largement documenté les atermoiements et les mensonges politico-administratifs au sujet de « l'affaire des masques » : A. Milon (dir.), *Rapport fait au nom de la commission d'enquête pour l'évaluation des politiques publiques face aux grandes pandémies à la lumière de la crise sanitaire de la covid-19 et de sa gestion*, Paris, Sénat, n°199, 8 décembre 2020.

[12] D. Chu et *al*., « Physical distancing, face masks, and eye protection to prevent person-to-person transmission of SARS-CoV-2 and COVID-19: a systematic review and meta-analysis », *The Lancet*, 2020, 10242, p. 1973-1987. A lire cet article (en examinant ses critères d'inclusion, en cherchant dans ses tableaux les données permettant de soutenir les affirmations chiffrées contenues dans le résumé) ainsi que les six réponses adressées à la direction de la revue par des chercheurs internationaux (finalement publiées conjointement 14 mois plus tard dans son volume 398 d'août 2021), on comprend qu'il s'agit là encore d'une fraude.

Avec son chapitre 3 (puis dans le chapitre 6), E. Carré pénètre plus avant dans les techniques de conditionnement des populations et questionne « *l'introduction délibérée de l'incohérence comme méthode de gouvernement* ». Il rappelle une partie de l'incroyable accumulation de règles, normes, protocoles sanitaires en tous genres et en tous lieux, prétendant régler la conduite de chacun jusque dans l'intimité familiale, fruits d'une injonction politique et de ce que j'ai qualifié d'hystérie ou de délire bureaucratique [13], qui auraient donné bien des arguments au regretté David Graeber [14]. Et selon que vous serez assis à table ou debout au comptoir dans le même café, vous devrez respecter deux « règles de distanciation sociale » différentes… Comme l'analyse E. Carré, « *ces mesures ne relèvent plus de l'erreur d'appréciation ou du principe de précaution. Elles constituent un laboratoire grandeur nature de ce que l'anthropologie politique appelle "l'obéissance par dégradation cognitive" - un phénomène étudié depuis les années 1950 dans les contextes totalitaires et adapté ici aux sociétés démocratiques* ».

Je me souviens ici des visites d'écoles que je réalisais en 2022 dans le cadre d'une recherche sur la prévention de l'échec scolaire (facteur très important de la délinquance à l'adolescence). Pénétrant un matin dans l'enceinte d'une école maternelle (la véritable prévention commence dès la mise en place des bases de la culture scolaire), je me retrouvais dans la cour de récréation. De grands carrés d'un mètre sur un avaient été tracés au sol, côte à côte. Mon premier réflexe fut de m'écrier tout sourire « on dirait un immense jeu de marelle ! ». A la tête que fit la directrice de l'école qui venait de m'ouvrir le portail, je compris tout de suite à la fois mon erreur et la gêne ou la désolation qu'exprimait alors son visage. Car il s'agissait en réalité des emplacements d'un mètre carré dans lequels chaque enfant devait être isolé lors des récréations, muni bien entendu de son masque chirurgical, dans le respect des « règles de distanciation sociale » édictées par le « protocole sanitaire » défini par le ministère de l'Education nationale. Or la directrice convint aisément que les mêmes enfants se retrouvaient le reste du temps collés les uns aux autres et souvent sans ces masques étouffants et socialement isolants qu'ils avaient le plus grand mal à tolérer, que ce soit en classe, à la cantine ou encore dans la salle de repos où les tout petits font la sieste après le déjeuner.

En novembre 2020, c'est une journaliste allemande, correspondante à Paris du *Zeit*, qui écrira que la France pouvait revendiquer désormais un nouveau nom : l'*Absurdistan* [15]. Dans les rédactions de presse françaises, certains le pensèrent aussi, mais il leur manqua généralement le courage de le dire publiquement. Pire : certains de ces mêmes journalistes se sont constamment employés à discréditer les rares universitaires et médecins ayant eu,

---

[13] L. Mucchielli, *La doxa du Covid*, Tome 1, Bastia, éditions Eoliennes, 2022, p. 39.

[14] D. Graeber, *The Utopia of Rules. On Technology, Stupidity, and the Secret Joys of Bureaucracy*, New York, Melville House, 2015.

[15] A. Joeres, « Corona-Regeln in Frankreich : Autoritäres Absurdistan », *Zeit Online*, 12 novembre 2020. Le centralisme et le technocratisme français n'ont cependant fait que caricaturer une tendance générale en Occident. Voir par exemple l'analyse du psychologue néerlandais Mathias Desmet, *De Psychologie van Totalitarisme*, Kalmthout, Pelckmans Publishers, 2022 (Trad. Fce : *Psychologie du totalitarisme*, Gap, éditions Yves Michel, 2025).

eux, ce courage [16]. Une illustration presque parfaite, si l'on peut dire, de cet habit d'« *entrepreneur de morale* » devenant un « *croisé fervent et vertueux, souvent même imbu de sa vertu* », décrit par Howard Becker il y a déjà une soixantaine d'années [17]. Au demeurant, j'ai observé des phénomènes largement similaires dans le champ universitaire.

Le retour de la censure et ses conséquences sur la vie intellectuelle

Dans son chapitre 4, E. Carré analyse ce qu'il appelle la « machine à disqualifier », à savoir la neutralisation systématique des voix dissidentes, premièrement par des processus d'« étiquetages en cascade » mis en œuvre par les médias (en particulier les « *fact checkers* »), deuxièmement par l'« invisibilité algorithmique » (Google, YouTube, Facebook, Twitter/X, Linkedin, etc.) et troisièmement par « l'ostracisme social organisé ». J'aurais cette fois-ci des pans entiers de ma vie depuis mars 2020 à raconter pour illustrer ces processus. J'épargnerai cela au lecteur qui dévorera plutôt ce chapitre dans lequel, derrière « *la systématisation de techniques jusqu'alors réservées aux contextes de guerre ou de crise majeure* », E. Carré diagnostique « *l'avènement de la société de surveillance informationnelle* ». Il y voit aussi « *l'émergence d'un système de censure douce qui préserve les formes démocratiques tout en vidant l'espace public de sa substance contradictoire* ».
Ces questions sont cruciales car, dans les faits, durant la crise du Covid, un système politique de censure a été organisé en concertation avec les dirigeants des médias, des géants d'Internet (où les citoyens s'informent de plus en plus) et des réseaux sociaux (dont l'importance est croissante dans la vie relationnelle des citoyens). Sur ces derniers, la censure a opéré par le biais des dispositifs de « modération » articulant détection automatique et supervision humaine, qui « exercent des fonctions de police en définissant ce qui peut ou non être dit, et en punissant les discours (ou les images) qui contreviennent aux règles » [18]. Dans les médias et sur Internet, ce système de censure s'est paré des habits de la « lutte contre la désinformation » et du « *fact checking* » pour mieux dissimuler ce dont il s'agit désormais : un garant du « monopole de l'information légitime » comme disait Bourdieu [19], c'est-à-dire un outil de contrôle du débat public et de censure des questions dérangeantes pour les puissances politiques et économiques qui dominent le monde [20]. Derrière ses intentions vertueuses apparentes (il s'agissait au départ de traquer les mensonges des politiciens en campagnes électorales, puis de lutter contre la haine et l'apologie du terrorisme), la « lutte contre la désinformation » est devenue un étendard pour des journalistes qui n'ont plus les moyens de faire de l'investigation et sont donc plus

[16] Je raconte cela dans : « La crise du Covid a révélé l'inquiétant déclin du journalisme », *in* L. Mucchielli, *La doxa du Covid*, tome 2, op.cit., p. 239-272, ainsi que dans « Le comportement des journalistes français durant la crise sanitaire », *in* L. Mucchielli, *Défendre la démocratie. Une sociologie engagée*, Bastia, Eoliennes, 2023, p. 227-263.
[17] H. Becker, *Outsiders. Etudes de sociologie de la déviance* (1963), trad. Fr Paris, Métailié, 1985, p. 171.
[18] R. Badouard, *Les nouvelles lois du web. Modération et censure*, Paris, Seuil, 2020, p. 12.
[19] P. Bourdieu, *Sur la télévision*, Paris, Seuil, 1996, p. 82.
[20] Je le montre de façon détaillée dans L. Mucchielli, « Anti-complotisme ou stratégie de l'ignorance ? L'influence de Bill Gates sur la gouvernance mondiale de la santé », *L'inventaire. Revue de critique sociale et culturelle*, 2025, n°15, p. 51-76.

dépendants que jamais envers la communication des institutions politiques et des organisations économiques, c'est-à-dire la propagande des puissants. Le ver était dans le fruit dès avant la crise du Covid. La plupart des grands médias se sont engagés dans un partenariat croissant avec les géants du numérique au cours des années 2010. En 2019, par exemple, fut lancée en ce sens la *Trusted News Initiative* associant les grandes agences de presse occidentales (Reuters, AFP), toute une série de grands médias occidentaux comme la BBC, Radio-Canada, le *Financial Times* et le *Washington Post*, et ces géants du numérique (Facebook, Google-YouTube, Twitter). Et, durant la crise du Covid, ce genre de structures a tourné à plein régime, relayant allègrement la propagande politique ainsi que la propagande industrielle, cette dernière bénéficiant de relais au sein de la structure du partenariat ainsi formé [21]. En France, l'Agence France Presse (AFP) a joué un rôle décisif. En décembre 2021, elle s'associait à Google pour lancer un nouveau programme de « lutte contre la désinformation » (« Objectif Désinfox »), rejointe par une vingtaine de journaux, radios et télévisions.

Durant la crise, ce système s'est traduit notamment par les accords passés entre l'OMS et Google Alphabet pour contrôler les flux d'information, et il a favorisé l'intervention directe des pouvoirs politiques auprès des dirigeants des grands réseaux sociaux (à commencer par Twitter et Facebook) pour redéfinir les « règles de modération » (*i.e.* la censure), allant dans certains cas (comme dans celui de l'administration Biden aux Etats-Unis) jusqu'à fournir aux administrateurs de ces réseaux des listes de comptes individuels ou collectifs à censurer. Une demi-douzaine d'enquêtes, menées le plus souvent par des journalistes indépendants américains, l'ont montré depuis 2021 [22]. La dernière en date documente les liens personnels établis en France par le président de la République (E. Macron) avec les dirigeants des principaux réseaux sociaux depuis plusieurs années, et leur activation durant la crise [23]. Ajoutons aussi qu'aux Etats-Unis, le 1er mai 2024, a été publié le rapport d'une commission d'enquête de la Chambre des Représentants intitulé « Le complexe industriel de la censure ». Le rapport est orienté politiquement du côté conservateur, mais il n'en contient pas moins des preuves factuelles de l'ingérence directe du politique sur le fonctionnement des principaux réseaux sociaux, toujours dans le but de protéger le récit officiel de la crise. Aux Etats-Unis, tout ceci est pris très au sérieux. En septembre 2025, plusieurs mois après les excuses de Mark Zuckerberg concernant la censure par Facebook des opinions divergentes sur le Covid-19, c'est cette fois-ci la société Google Alphabet qui, dans une lettre adressée à la Chambre des Représentants dans le cadre d'une commission d'enquête, confirme que « *les hauts responsables de l'administration Biden, y compris les officiels de la Maison Blanche, ont mené des actions répétées et soutenues auprès d'Alphabet et ont fait pression sur l'entreprise*

---

[21] Rappelons par exemple que l'agence internationale de presse Thomson Reuters était présidée en 2020 par James Smith, qui cumulait depuis six ans cet emploi avec celui de membre du conseil d'administration de Pfizer, tout en étant également membre d'un comité du Forum économique mondial (WEF).

[22] Voir L. Mucchielli, « La pensée confinée. Une analyse de la fabrique de l'information légitime durant la crise sanitaire », *in* N. Chapon (dir.), *Le confinement. Genèse, impacts et controverses*, Aix-en-Provence, Presses Universitaires de Provence, 2022, p. 79-102. Puis : L. Mucchielli, « The Covid Doxa : how propaganda, censorship and the politicization of Covid have destroyed our intellectual and moral bearings », *Kritische Gesellschaftsforschung (Critical Society Studies)*, 2023, 2, p. 151-173.

[23] P. Clérotte, T. Fazi, « How France Invented the Censorship Industrial Complex », *Civilization Works*, 3 septembre 2025 (en ligne).

concernant certains contenus générés par les utilisateurs liés à la pandémie de Covid-19 qui ne violaient pourtant pas ses politiques. (…) Ils ont créé un climat politique visant à influencer les actions des plateformes en fonction de leurs préoccupations concernant la désinformation » [24]. Rétrospectivement, Google considère que ces pressions pour censurer étaient « *inacceptables et erronées* ». Mais à l'époque, elles ont permis à Google et YouTube – comme Facebook, Instagram, Twitter, Linkedin, etc. – de rendre largement invisibles les voix en réalité nombreuses critiquant le discours dominant (la doxa du Covid), contribuant ainsi à faire passer les scientifiques en désaccord avec le gouvernement pour quelques personnes aussi farfelues qu'isolées.

La tendance est du reste générale, ainsi que l'a constaté Stéphanie Balme dans son rapport d'octobre 2025 intitulé « Défendre et promouvoir la liberté académique : un enjeu mondial, une urgence pour la France et l'Europe ». Son constat est on ne peut plus clair : « la France illustre particulièrement les vulnérabilités décrites plus haut. En 2024-2025, les atteintes à la liberté académique y ont pris des formes multiples : ingérences étrangères accrues, conditionnement des financements publics régionaux à des chartes aux critères flous, pressions idéologiques sur les contenus d'enseignement et de recherche, annulations de conférences, campagnes de stigmatisation d'enseignants-chercheurs sur les réseaux sociaux, interventions de responsables politiques jusque dans les conseils d'administration d'universités, restrictions d'accès aux terrains ou à des bourses de recherche, et enfin, multiplication des procédures-bâillons ». Selon l'auteure, « contrairement à d'autres droits fondamentaux, la liberté académique en France se distingue par l'absence d'une culture politique, professionnelle et citoyenne solidement enracinée ». De surcroît, « cette vulnérabilité est aggravée par la dépendance aux financements publics, la précarisation des carrières, la surcharge administrative et l'absence d'autonomie institutionnelle réelle » [25]. Tout, ou presque, est dit.

Ce retour de la censure constitue une régression démocratique majeure pour notre pays, et devrait être combattu quelles que soient les personnes et les opinions concernées. Hélas, en France, les débats sont de plus en plus manichéens et l'indignation de plus en plus sélective. Beaucoup s'inquiètent de l'avenir des libertés académiques lorsque la menace vient de Trump aux Etats-Unis ou de l'extrême droite en France, mais n'ont soudainement plus rien à dire quand elle vient des autres forces politiques. Toujours ce « deux poids, deux mesures ». En définitive, rares sont les intellectuels français conscients de ces évolutions et capables de s'affranchir des épouvantails politico-idéologiques pour comprendre « *la tendance croissante, dans les sciences sociales, à assimiler la critique sociale et la pensée conspiratrice, en utilisant cette dernière pour délégitimer la première* », comme l'écrit Didier Fassin [26]. Pris dans une de ces émotions collectives intenses qui « modèlent notre intimité et s'y infiltrent » comme le rappelait récemment Eva Illouz [27], la plupart d'entre eux ont perdu leur esprit

---

[24] « Google Admits Censorship Under Biden; Promises to End Bans of YouTube Accounts of Thousands of Americans Censored for Political Speech », Washington DC, Communiqué de presse du 23 septembre 2025 (en ligne).

[25] S. Balme, « La liberté académique dans le monde et en France : un bien de première nécessité », *The Conversation*, 15 octobre 2025 (en ligne). Le rapport complet est disponible sur le site de France Universités.

[26] D. Fassin, « Of Plots and Men. The Heuristics of Conspiracy Theories », *Current Anthropology*, 2021, 62 (2), p. 128-137.

[27] E. Illouz, *Explosive modernité. Malaise dans la vie intérieure*, Paris, Gallimard, 2025.

scientifique durant la crise du Covid, cédant en retour aux sirènes d'un grossier scientisme politico-industriel.

La manipulation des émotions à des fins politiques

« *Edgar Morin avait théorisé cette stratégie du chaos contrôlé : maintenir les populations en état de crise permanent pour empêcher l'organisation de résistances durables. La séquence 2020-2023 illustre parfaitement cette logique : crise sanitaire, crise énergétique, crise climatique, crise géopolitique se succèdent sans répit, interdisant la constitution d'une critique structurée* », écrit E. Carré dans son chapitre 5. Cette sorte d'état de guerre continuel enferme les citoyens, et parmi eux les intellectuels, dans une tension émotionnelle permanente et leur impose par ce biais des opinions conditionnées non par l'exercice de l'esprit critique, mais par une logique émotionnelle d'adhésion ou de rejet global, manichéisme qui est incompatible avec l'esprit scientifique. De nos jours, on se croirait revenus au siècle passé, quand les guerres, chaudes ou froides, sommaient chacun de choisir son camp et amenaient à traiter tout contradicteur comme un ennemi à abattre.
Je me souviens ici de ce courriel que la direction du CNRS envoya en avril 2022 à tous les chercheurs pour les sommer de cesser toute collaboration avec des collègues russes, suite au (re)déclenchement de la guerre en Ukraine. Est-ce l'apparition (ou la résurrection) d'une « diplomatie scientifique » [28], expression contenant une évidente contradiction dans les termes, la science étant par principe universelle et apolitique ? Il en fut de même avec les sportifs que l'on se mit à exclure des compétitions internationales comme avec les artistes dont on se mit à déprogrammer les spectacles. J'avais trouvé cette espèce de racisme anti-russe fort peu intelligent, tant il me paraissait contre-productif de pénaliser des intellectuels parmi lesquels on compte probablement beaucoup de personnes acquises aux idées démocratiques occidentales. Quel peut bien être l'intérêt de les isoler et les ostraciser comme s'ils étaient responsables des décisions de leur gouvernement ? Et pourquoi les chercheurs français devraient-ils se faire embarquer dans le choix de la stratégie de l'escalade guerrière par le président de la République française, comme par ailleurs par la présidente de la Commission européenne, le tout sans avoir jamais reçu un quelconque mandat en ce sens ni consulté les populations ou les parlementaires à ce sujet ? Faut-il s'étonner ensuite des dérives violentes comme celle de ces deux chercheurs du CNRS qui, en février 2025, jetèrent des genres de cocktails molotov sur le Consulat de Russie à Marseille ? [29]
A ma minuscule échelle, j'ai vivement ressenti ces émotions agressives déclenchées par le simple fait de conserver au contraire une posture intellectuelle critique et d'essayer de tenir ce que Foucault appelait « un discours de vérité » [30]. Cette posture m'a en effet amené d'une part à soutenir la stratégie de santé publique de l'IHU de Marseille (tester, isoler et soigner les malades ; séquencer et observer les mutations du virus ; étudier statistiquement sa

[28] S. Balme, « Ukraine-Russie, la diplomatie scientifique à l'épreuve de la guerre », *Les Dossiers du CERI*, avril 2022.
[29] « Des chercheurs du CNRS derrière l'attaque du consulat de Russie à Marseille », *La Provence*, 25 février 2025.
[30] M. Foucault, *Le courage de la vérité,* Paris, Gallimard/Le Seuil, 2009.

cohorte de malades pris en charge) plutôt que les mesures politiques comme le confinement général (assorties de la consigne mortifère de *ne pas* soigner [31]), d'autre part à ne pas adhérer à la croyance magique du « vaccin sûr et efficace à 95% qui va nous sauver et nous permettre de retrouver une vie normale ». Pour cela, j'ai vu des collègues connus ou inconnus se mettre à m'insulter dans la presse et sur les réseaux sociaux, j'ai vu le directeur de mon laboratoire faire disparaître mon nom de la couverture d'un livre que j'avais codirigé en faisant à l'éditeur un chantage à la subvention [32], j'ai vu des collègues que je ne connaissais pas dénoncer l'annonce de mes conférences à l'université et parvenir à les faire interdire par les présidents des dites universités, dénoncer mon invitation à participer à des jury de thèse, à des colloques et à des séminaires de recherche, et parvenir à m'en faire exclure. J'ai ainsi vérifié à mes dépens un constat classique en psychologie sociale, ainsi résumé par Mathias Desmet : « un discours de vérité est une façon de s'exprimer qui met à mal un consensus social établi, même implicite. Quiconque adopte un discours de vérité fracture le récit figé dans lequel le groupe cherche refuge, confort et sécurité. C'est ce qui rend aussi dangereux le fait de dire la vérité. Cela frappe le groupe de terreur, générant colère et agressivité » [33].

Le conformisme des élites, facteur clef de la propagande

Comme l'écrit E. Carré dans son chapitre 5, « *la séquence 2020-2023 marque une rupture anthropologique majeure : la transformation de la science en autorité dogmatique qui interdit le débat plutôt que de l'organiser. Cette transformation ne concerne pas seulement les institutions mais les mentalités individuelles. L'expression "c'est scientifiquement prouvé" remplace l'argumentation ; l'invocation de l'expertise dispense de l'examen critique ; la référence au consensus interdit la controverse* ». Comment comprendre une telle régression intellectuelle ? L'auteur nous met sur la piste : « *Cette transformation concerne particulièrement les classes moyennes éduquées, traditionnellement porteuses de l'esprit critique. Leur ralliement massif à l'autoritarisme sanitaire révèle l'efficacité de la stratégie de captation de l'intelligence : transformer les potentiels critiques en gardiens de l'orthodoxie en flattant leur sentiment de supériorité cognitive sur les "complotistes" et les "populistes"* » [34]. Au demeurant, le constat est ancien. En 1962, Jacques Ellul expliquait déjà qu'« *en face de la propagande d'agitation [des révolutionnaires, des putschistes, des terroristes], nous trouvons*

---

[31] Le fameux « restez chez vous avec du Doliprane ». *Cf*. D. Labbé, « Chronique d'un désastre médical », *in* Collectif, *Un autre regard sur le Covid-19*, Plogastel Saint-Germain, Demi-Lune, 2024, pp. 53-88.

[32] N. Chapon ~~& L. Mucchielli~~ (dir.), *Le confinement. Genèse, impacts et controverses*, Aix-en-Provence, Presses Universitaires de Provence, 2022.

[33] M. Desmet, *Psychologie du totalitarisme*, Op.cit., p. 23. Toute la première partie de ce livre est consacrée au scientisme.

[34] J'avais déjà critiqué le mépris des élites diplômées (en langage bourdieusien, leur violence symbolique de classe) au début du mouvement des Gilets Jaunes (L. Mucchielli, « Comment comprendre la colère des Gilets Jaunes ? », *The Conversation*, 4 décembre 2018, repris dans *Défendre la démocratie*, Op. cit., p. 133-142). Je l'ai retrouvé dans les commentaires des résultats électoraux : L. Mucchielli, « 'Populiste' ou 'populaire' ? Réflexions sur les résultats électoraux américain et français de 2024 », *Dogma. Revue de sciences humaines et de philosophie*, 2024, 29, p. 102-119.

la propagande d'intégration, qui est la propagande des nations évoluées, et caractéristique de notre civilisation. C'est une propagande de conformisation ». Et il ajoutait qu'elle « *joue d'autant mieux que le milieu à qui elle s'adresse est plus aidé, plus cultivé, plus informé* », « *partageant d'avance les stéréotypes de la société, même quand il est un opposant politique* » [35].

A partir de 2020, la majorité des universitaires et des chercheurs ont ainsi adoubé la caricature de scientisme que la propagande politico-industrielle leur jetait en pâture au nom de la Science [36]. « *Science Will Win* », tel était le principal slogan de l'industriel Pfizer durant les campagnes de promotion vaccinale en 2020-2022 [37]. Il faut s'en souvenir ! C'étaient là une stratégie et une rhétorique bien connues en agnotologie [38]. Beaucoup d'entre nous s'y sont pourtant fait piéger comme des débutants et ont pris au sérieux les lobbyistes défendant la propagande politico-industrielle du moment, à l'image de ces imposteurs dénommés « zététiciens » ou « No Fake Med » [39], omniprésents sur Internet et les réseaux sociaux et soutenus par plusieurs médias (notamment *L'Express*), et du petit groupe de personnes participants à la « cellule riposte » créée au sein de l'Inserm et emmenée par Mme Costagliola [40]. Tous bénéficiaient de soutiens politiques et médiatiques majeurs leur donnant une visibilité inversement proportionnelle à la valeur scientifique de leurs propos.

Tout ceci, ainsi que l'orgueil très fréquent des intellectuels, rendra difficile l'analyse et la reconnaissance rétrospective de leur aveuglement. D'autant que les mêmes forces financières et politiques travaillent déjà à désactiver la critique rétrospective, en arguant du « contexte » particulièrement difficile de l'époque. Comme l'écrit E. Carré, « *cette réécriture mémorielle illustre ce que l'historien Tony Judt appelait "l'amnésie organisée" : la capacité*

---

[35] J. Ellul, *Propagandes*, Paris, Armand Colin, 1962, p. 88-90.

[36] Voir aussi M. Langevin, « Au nom de la Science. La science peut-elle servir de guide à notre société ? », *in* L. Mucchielli (dir.), *La doxa du Covid*, tome 2, Op. cit., p. 203-222.

[37] Cette stratégie publicitaire ne fut pas inventée par McKinsey mais par Hill & Knowlton, un autre géant américain des sociétés de « conseil » et « relations publiques » mettant ses compétences en matière de publicité et de propagande au service aussi bien de gouvernements que de grandes entreprises.

[38] Le slogan a été totalement intégré à la stratégie de communication de cet industriel. Il lui permet également de vanter les mérites de l'Intelligence Artificielle qui va bien entendu « aider à sauver des millions de vies », selon la formule éculée (www.pfizer.com/stories/podcasts/science-will-win).

[39] Voir B. Andreotti, C. Noûs, « Contre l'imposture et le pseudo-rationalisme. Renouer avec l'éthique de la *disputatio* et le savoir comme horizon commun », *Zilsel*, 2020, 7 (2), p. 15-53 ; et C. Bodin, « La zététique ou les usages multiples d'une mise en récit scientiste du monde social », *Les Enjeux de l'information et de la communication*, 2021, 22 (3), p. 77-89.

[40] Voir B. Perrier, *L'obscurantisme au pouvoir. Quand la pensée dominante entrave la connaissance*, Paris, Max Milo, 2024 ; et notre analyse : « 'L'obscurantisme au pouvoir' ou la régression de l'esprit scientifique au début du 21ème siècle », *Dogma. Revue de philosophie et de sciences humaines*, 2024, 28, p. 37-50. Page 15 de son livre, B. Perrier cite cet extrait de son entretien avec Catherine Bréchignac, secrétaire perpétuelle de l'Académie des sciences et ancienne Présidente du CNRS : « *un petit groupe a su imposer son discours reposant sur les modélisations catastrophes présentées par l'épidémiologiste Dominique Costagliola. Nous étions plusieurs à trouver ces modélisations fausses et à nous demander pourquoi on la laissait encore parler, mais ce petit groupe était complètement inféodé à sa ligne et il était impossible de la remettre en cause. On ne peut pas discuter avec ces fanatiques* ». Son livre documente également les liens politiques et les amitiés zététistes du sociologue Gérald Bronner, celui-là même qui organisera avec quelques complices mon excommunication par voie de presse (*Le Monde*, 19 août 2021) lorsque je lançais l'alerte sur l'ampleur inédite des effets indésirables des vaccins anti-Covid à l'été 2021.

des sociétés à effacer les épisodes qui remettent en cause leur image de rationalité. (…) Reconnaître qu'on a obéi à l'absurde remet en cause l'image qu'on a de sa propre intelligence. Il est plus confortable de réinterpréter rétroactivement les événements comme "justifiés par les circonstances" que d'admettre qu'on a été manipulé ». Or cet orgueil et cette amnésie organisée préparent et permettront les futures manipulations. « *L'amnésie collective devient un facteur de reproduction des mécanismes de domination, créant un éternel présent où chaque nouvelle crise peut réactiver les mêmes techniques de conditionnement* », conclut-il.

L'esprit scientifique est le contraire du scientisme

Le titre du livre d'Emmanuel Carré est également plaisant. « Avoir question à tout » n'est au fond rien d'autre qu'un éloge de l'étonnement, et ce dernier a toujours été à l'origine de la philosophie comme disait Aristote, de la science comme on peut dire aujourd'hui, ou plutôt de la recherche scientifique, c'est-à-dire de la démarche intellectuelle sous-jacente, celle qui mène à la découverte. Lorsque l'on ne comprend pas, ou du moins que l'on ne se satisfait pas de ce que les autres proposent comme explication, on réfléchit, on cherche, on compare, on enquête, on découvre, on change l'interprétation, on déplace les questions, on reformule les problèmes. Gaston Bachelard le disait déjà : « *Pour un esprit scientifique, toute connaissance est une réponse à une question. S'il n'y a pas eu de question, il ne peut y avoir de connaissance scientifique. Rien ne va de soi. Rien n'est donné ? Tout est construit* » [41]. De même, Claude Lévi-Strauss nous mettait en garde : « *Le savant n'est pas l'homme qui fournit les vraies réponses ; c'est celui qui pose les vraies questions »* [42].

L'esprit scientifique est le contraire de la pensée religieuse, et plus largement de l'idéologie, qui peut tout aussi bien être laïque. L'idéologie donne des réponses toutes faites, valables en tout temps et tout lieux. Elle se fonde sur un manichéisme principiel (le bien et le mal, le frère et le mécréant, l'ami et l'ennemi) pour organiser la compréhension du monde, régler sa conduite et juger celle des autres. Elle s'impose par l'autorité de la valeur suprême qu'elle invoque comme sa raison d'être. C'est tout le paradoxe de la civilisation occidentale que d'avoir combattu la croyance religieuse pour y substituer des systèmes de croyances fonctionnant de la même manière, en un mot d'autres idéologies [43]. Le communisme érigé en religion d'Etat en fut une illustration, à propos de laquelle Raymond Aron forgea le concept de « religion séculière » [44]. Et ceci nous aide à comprendre pourquoi,

---

[41] G. Bachelard, *La formation de l'esprit scientifique*, Paris, Vrin, 1938, p. 14.

[42] C. Lévi-Strauss, *Le cru et le cuit*, Paris, Plon, 1964, p. 15.

[43] Sigmund Freud nous en avait également averti : « *si vous voulez éliminer la religion de notre culture européenne, cela ne peut se faire que par un autre système de doctrines et celui-ci reprendrait d'emblée, en vue de sa défense, tous les caractères psychologiques de la religion, le même caractère sacré, rigide, intolérant, le même interdit de pensée* » (*L'avenir d'une illusion* [1927], Paris, Presses Universitaires de France, 1995, p. 52).

[44] *« Je propose d'appeler religions séculières, les doctrines qui prennent dans les âmes de nos contemporains, la place de la foi évanouie et situent ici-bas dans le lointain de l'avenir, sous la forme d'un ordre social à créer, le salut de l'humanité »* (R. Aron, *L'Âge des empires et l'avenir de la France*, Paris, Défense de la France, 1945, p. 288).

« *contrairement à d'autres démocraties européennes, la France a développé une version particulièrement autoritaire et consensuelle de la réponse sanitaire, caractérisée par l'absence quasi-totale de débat public contradictoire* » comme l'écrit E. Carré. Citant Tocqueville, il estime que « *la permanence de structures anthropologiques profondes qui transcendent les alternances politiques. La France de 2020 réactive des réflexes de soumission à l'autorité centrale qui remontent à l'Ancien Régime et ont été renforcés par deux siècles de centralisation républicaine* ». J'ajoute qu'en France, où le républicanisme est devenu une sorte de religion d'Etat au XIX^{ème} siècle [45], et où la construction républicaine s'est faite à travers un combat contre l'église catholique et, plus largement, contre la pensée religieuse [46], cette idéologie a un nom : le scientisme.

Ce scientisme peut être symbolisé par la figure d'Ernest Renan (futur académicien et administrateur du Collège de France) qui, dans *L'avenir de la science*, un livre écrit dans le contexte de la Révolution de 1848, explicite son abandon du christianisme au profit d'une nouvelle religion : la Science. Cette dernière doit selon lui « remplacer la religion » car « elle apporte une réponse définitive au problème dont les religions avaient improvisé la réponse ». Grâce à la science, les humains vont pouvoir « organiser scientifiquement l'humanité » par le biais d'un « gouvernement scientifique, où des hommes compétents et spéciaux traiteraient les questions gouvernementales comme des questions scientifiques et en chercheraient rationnellement la solution ». Et il qualifie finalement la science de « seule religion définitive » [47]. Son ami Marcellin Berthelot, qui fut à la fois un savant renommé et influent (chimiste, il fut notamment le secrétaire perpétuel de l'Académie des sciences durant plus d'un quart de siècle) et un homme politique, pouvait déclarer dans le même esprit : « Un jour viendra où chacun emportera pour se nourrir sa petite tablette azotée, sa petite motte de matière grasse, son petit morceau de fécule ou de sucre, son petit flacon d'épices aromatiques, accommodés à son goût personnel ; tout cela fabriqué économiquement et en quantités inépuisables par nos usines ; tout cela indépendant des saisons irrégulières, de la pluie, ou de la sécheresse, de la chaleur qui dessèche les plantes, ou de la gelée qui détruit l'espoir de la fructification ; tout cela enfin exempt de ces microbes pathogènes, origine des épidémies et ennemis de la vie humaine. Ce jour-là, la chimie aura accompli dans le monde une révolution radicale, dont personne ne peut calculer la portée ; il n'y aura plus ni champs couverts de moissons, ni vignobles, ni prairies remplies de bestiaux. L'homme gagnera en douceur et en moralité parce qu'il cessera de vivre par le carnage et la destruction des créatures vivantes » [48].

Presque 150 ans plus tard, on ne sait s'il faut rire ou pleurer devant une telle foi benoîte dans « le Progrès ». D'abord parce que, au vu de l'histoire du 20ème siècle (et de ce début de 21ème),

---

[45] C. Nicolet, *L'idée républicaine en France (1789-1924). Essai d'histoire critique*, Paris, Gallimard, 1982.

[46] Voir par exemple J.-C. Caron, *Générations romantiques. Les étudiants de Paris et le quartier Latin (1814-1851)*, Paris, Armand Colin, 1991 ; et J. Bauberot, *L'intégrisme républicain contre la laïcité*, La Tour d'Aigues, Éditions de l'Aube, 2006.

[47] Cité par F. Boituzat, « Scientisme », *in* D. Lecourt (dir.), *Dictionnaire d'histoire et philosophie des sciences*, Paris, Presses Universitaires de France, 1999, p. 850-852.

[48] Cité par N. Delattre, « Scientisme et guerre des sciences », *Psychotropes*, 2010, 16 (3-4), p. 79.

on ne voit pas en quoi la science aurait permis aux humains de « gagner en douceur et en moralité ». Ensuite parce que la domination du capitalisme financier et l'industrialisation progressive de tout ce que nous consommons se fait au contraire au prix d'un accroissement continu du « carnage » et de « la destruction des créatures vivantes » dont parlait Berthelot. Et pourtant, c'est bien ce même scientisme qui a resurgi en 2020, l'invocation du *nom de la Science* ayant constitué à la fois le marketing des industries pharmaceutiques (« Science Will Win »), le packaging de décisions politiques arbitraires mais validées par des « conseils scientifiques » (mis en place par ces mêmes politiques et recrutés par copinage) et finalement la croyance intellectuellement et moralement confortable de toutes celles et ceux qui avaient renoncé à penser par eux-mêmes [49].

Cette naïveté ou cet aveuglement sur les véritables forces animant le mouvement de l'Histoire constituent la matrice du scientisme. Ils laissent le champ libre à l'idée que la science ne doit pas seulement expliquer la totalité du réel mais aussi régler l'ensemble des problèmes philosophiques et moraux posés par la vie des humains en société. Sur la fin de sa carrière, l'économiste et démographe Jean Fourastié, qui a toujours fait l'éloge de « la méthode scientifique expérimentale » et du « progrès technologique », prévenait que si « *la science nous apprend à peu près comment nous sommes là* », en revanche elle ne nous apprend « *ni pourquoi, ni où nous allons, ni quels buts nous devons donner à nos vies et à nos sociétés* » [50]. Raison pour laquelle l'éthique ne devrait pas être ce à quoi elle se trouve le plus souvent réduite aujourd'hui : un supplément d'âme dans la formation universitaire et dans l'exercice de l'activité scientifique. Elle devrait bien plutôt se situer au cœur de tout cela, dans la mesure où le pouvoir de transformer le monde que donne la science ne devrait jamais être séparé de la responsabilité qu'il implique, pour le présent comme pour le futur [51]. Or l'éthique a connu un naufrage dramatiquement édifiant durant la crise du Covid. Il suffit pour s'en convaincre de relire le texte de la Convention internationale sur les droits de l'Homme et la biomédecine de 1997 (dite Convention d'Oviedo), à l'aune des politiques vaccinales décrétées en 2021 [52].

Le crépuscule de la démocratie ?

Après avoir détaillé les techniques de propagande mobilisée par les gouvernements et leurs « partenaires » industriels (chapitre 6), E. Carré s'interroge finalement sur l'avenir de la démocratie face à l'évolution ultime du « biopouvoir » à l'analyse duquel Michel Foucault a consacré une grande partie de sa vie intellectuelle (chapitre 7). Il montre que cette « *gestion minutieuse des corps, de leurs mouvements, de leurs contacts* » s'est opérée « *non par*

[49] *Sapere Aude*… A l'heure où « Les Lumières » sont l'objet d'une nouvelle instrumentalisation politique (« Emmanuel Macron installe une commission [« Les Lumières à l'ère numérique »] sur le complotisme présidée par le sociologue Gérald Bronner », *Le Monde*, 30 septembre 2021), on ferait bien de relire Kant (« Qu'est-ce que les Lumières ? », 1784).

[50] J. Fourastié, *Lettre ouverte à quatre milliards d'hommes*, Paris, Albin Michel, 1970, p. 117.

[51] H. Jonas, *Le Principe responsabilité, Une éthique pour la civilisation technologique*, Paris, Flammarion, 2013.

[52] A. Negroni, « Les vaccins génétiques anti-Covid sont une forme d'expérimentation médicale », *in* L. Mucchielli (dir.), *La doxa du Covid*, tome 2, Op. cit., p. 479-486.

contrainte directe mais par intériorisation volontaire de nouveaux automatismes corporels présentés comme actes citoyens ». Il ne cache pas, dès lors, son inquiétude pour l'avenir : « *les techniques expérimentées entre 2020 et 2023 - ritualisation, moralisation, surveillance mutuelle, incorporation par répétition - restent disponibles dans l'arsenal gouvernemental pour toute autorité désireuse de modifier rapidement les comportements collectifs. (…) Cette disponibilité transforme qualitativement la nature du pouvoir démocratique contemporain. Les gouvernements savent désormais qu'ils peuvent, en cas de nécessité autoproclamée, reconfigurer intégralement les codes sociaux de leurs populations et obtenir une adhésion comportementale massive par simple pression normative. Cette certitude modifie nécessairement leur rapport aux libertés individuelles et aux résistances citoyennes* ». Sa conclusion discute l'avènement de ladite « intelligence artificielle » (IA), la machine à reproduction des biais de confirmation qu'elle constitue par définition et la terrible technique de neutralisation du débat démocratique qu'elle porte potentiellement. Les questions qu'il pose *in fine* sont cruciales : « *Comment préserver l'esprit critique quand toute critique devient algorithmiquement neutralisée ? Comment maintenir un débat public authentique quand les techniques de fabrication du consentement atteignent une sophistication sans précédent ? Comment transmettre aux générations futures la capacité de résistance intellectuelle quand cette capacité devient littéralement impensable* ? ».

Dire tout cela pendant la crise du Covid était émotionnellement inaudible ou insupportable pour beaucoup de nos collègues pris dans cette sorte d'hypnose collective en quoi a consisté le récit scientiste du Covid. On a vu brièvement comment et pourquoi. Il faut espérer qu'avec le temps, ils sauront renouer avec l'esprit critique ainsi qu'avec notre beau réservoir de recherches empiriques en sciences humaines et sociales qui s'accumulent depuis plus d'un siècle, ainsi qu'Emmanuel Carré nous le rappelle et nous y introduit de belle manière dans ce livre.